



Les Etats-Unis annoncent l'envoi d'un corps expéditionnaire en Syrie

Par [Niles Williamson](#) et [Thomas Gaist](#)

Mondialisation.ca, 03 décembre 2015

wsws.org

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#),
[SYRIE](#)

Le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé mardi que les Etats-Unis prévoyaient le déploiement d'un nouveau contingent de forces spéciales en Irak pour y mener partout des opérations militaires contre l'Etat islamique (EI), ainsi qu'en Syrie. Selon un article publié mardi soir par l'AFP la force terrestre américaine comprendra au moins 200 commandos.

Témoignant devant la Commission des forces armées de la Chambre des représentants aux côtés du général Joseph Dunford, le chef d'état-major des armées, Carter a déclaré qu'une « force expéditionnaire spécialisée de ciblage » serait déployée pour aider l'armée irakienne et les Peshmergas kurdes à reprendre du territoire à l'EI.

Selon Carter, ces soldats collaboreront avec les forces irakiennes et kurdes pour effectuer des raids, libérer des otages, recueillir des renseignements et capturer les dirigeants de l'EI à travers l'Irak. Ils mèneront également, a dit Carter, des «opérations unilatérales» en Syrie. «Nous sommes en guerre», a-t-il déclaré aux membres de la Chambre des représentants.

Dunford a dit à la commission que la nouvelle force augmenterait l'efficacité des opérations militaires en Irak et en Syrie et accélérerait la collecte de renseignements sur les opérations de l'EI. « Nous menons un combat dans tout l'Irak et toute la Syrie, nous irons donc là où se trouve l'ennemi, et nous mèneront des opérations là où elles affaiblissent le plus efficacement les capacités de l'ennemi », a-t-il déclaré.

Le témoignage de Carter et Dunford ouvre la voie à une escalade sans fin des opérations terrestres en Irak et en Syrie. La nouvelle force expéditionnaire viendra s'ajouter aux 3.500 soldats américains déjà déployés en Irak par le gouvernement Obama et aux nombreux commandos américains opérant dans le nord de la Syrie.

L'annonce faite par le chef du Pentagone fait voler en éclats les promesses répétées d'Obama de ne pas déployer « de troupes au sol » en Syrie.

Dans son témoignage, Carter a précisé que le déploiement initialement limité de troupes en Syrie n'était que le début. « Voilà pour commencer », a-t-il dit à la commission. « Si nous trouvons plus de forces que nous pouvons activer de cette façon, nous sommes prêts à en faire plus. J'ai tout lieu de croire que le président nous permettra de faire plus et nous autorisera à faire plus quand nous en aurons plus l'occasion».

Dunford a indiqué que le nombre de soldats américains réguliers déployés en Irak était susceptible d'augmenter au cours des prochains mois. «Je ne me sentirai pas du tout limité pour faire des recommandations de capacités supplémentaires si c'est ce qu'il faut pour vaincre l'ennemi », a-t-il dit.

Ni les démocrates ni les républicains de la commission ne se sont opposés à l'escalade annoncée des opérations militaires américaines en Syrie. Les républicains ont exigé une politique encore plus agressive et demandé si le gouvernement Obama avait une stratégie cohérente pour vaincre l'EI.

Les députés démocrates Tammy Duckworth et Joe Courtney ont exigé qu'on donne au Congrès la possibilité d'adopter une nouvelle résolution pour l'Autorisation de la force militaire, pour mettre une feuille de vigne juridique aux opérations militaires accrues en Syrie et en Irak et à leur possible extension à la Libye.

Un seul membre de la commission, le député démocrate Tulsi Gabbard, d'Hawaï, s'est dit préoccupé que la campagne sans relâche pour renverser le président syrien Bachar al-Assad sous couvert de lutte contre l'EI n'entraîne les États-Unis dans un conflit nucléaire possible avec la Russie, le principal soutien militaire d'Assad .

Plus tôt mardi, lors d'une conférence de presse à Paris où il assistait au sommet mondial sur le climat, Obama a fait monter d'un cran la confrontation de Washington avec Moscou sur l'intervention de ce dernier en Syrie et son soutien pour Assad.

Il a réitéré la position américaine que le départ d'Assad était une condition préalable à tout règlement politique en Syrie, exclu de fait une « grande alliance » contre l'EI comprenant la Russie et reporté la question du sort d'Assad à plus tard. Le président français Hollande, soutenu par l'Allemagne, avait proposé une telle alliance à la suite des attentats terroristes de Paris,

La destruction de l'avion militaire russe par la Turquie le 24 novembre, avec le soutien et la complaisance probable de Washington, qui fut ensuite défendue par Obama et les responsables de l'OTAN, a eu l'effet escompté de saper toute chance de former une telle alliance.

Obama l'a explicitement écarté dans sa conférence de presse de Paris. Il semblait plutôt faire marche arrière par rapport à des déclarations précédentes selon lesquelles les Américains seraient disposés à accepter un gouvernement de transition en Syrie incluant Assad pour quelques mois en attendant l'installation d'un nouveau gouvernement d'où il serait exclu.

Sur la question de savoir «si M. Assad peut continuer à servir en tant que président, tout en mettant fin à la guerre civile », a déclaré Obama, «[e]n tant que question pratique, il est impossible pour M. Assad de rassembler ce pays et d'unir toutes les parties dans un gouvernement d'inclusion ».

Il ne pouvait y avoir aucun accord avec la Russie a indiqué Obama, tant qu'elle continuait à soutenir Assad et bombardait les forces anti-Assad, y compris al-Nosra et d'autres groupes alignés avec Al-Qaïda, soutenus par les États-Unis et leurs alliés dans la région.

« Et tant qu'ils seront alignés sur le régime [d'Assad]», a dit Obama, « de nombreuses ressources russes continueront de cibler les groupes de l'opposition qui finiront par faire

partie d'un gouvernement d'inclusion que nous soutenons ».

À un certain moment, Obama s'est presque montré content des pertes liées à l'intervention russe en Syrie, dont l'attentat contre un avion commercial russe au-dessus de l'Égypte, qui a tué les 224 passagers et l'équipage, principalement russes. Il a dit à la presse: « La Russie a perdu un avion de ligne commercial. Vous avez vu un autre avion [militaire] abattu. Il y a eu des pertes en termes de personnel russe. Et je pense que M. Poutine comprend que, l'Afghanistan étant encore présent dans la mémoire, pour lui de simplement s'enliser dans un conflit civil paralysant qui ne débouche sur rien, ce n'est pas le résultat qu'il cherche ».

Avant la conférence de presse, Obama a eu une rencontre en tête-à-tête avec le président turc Erdogan au cours de laquelle il a réitéré le soutien des États-Unis à la Turquie et a défendu la destruction de l'avion russe par cette dernière.

L'annonce américaine d'opérations terrestres étendues en Irak et en Syrie et la conférence de presse provocatrice d'Obama ont coïncidé avec une conférence de l'OTAN à Bruxelles où ont été discutées des opérations militaires accrues de l'OTAN dans la région. Les responsables de l'OTAN se sont engagés à déployer de nouveaux avions de guerre et des systèmes de missiles à la frontière turque; l'Allemagne et le Danemark se sont engagés à fournir des forces navales supplémentaires en appui aux opérations navales de l'OTAN près de la côte syrienne

L'armée de l'air britannique a commencé à envoyer des avions de guerre Tornado dans l'est méditerranéen mardi, avant même le vote officiel de mercredi au Parlement sur l'extension des opérations aériennes britanniques en Syrie, proposé par le premier ministre Cameron.

La Russie intensifie elle aussi ses opérations militaires. Elle a commencé à déployer des systèmes de défense anti-missiles S-400 en appui à sa force expéditionnaire dans la province syrienne de Lattaquié.

La soi-disant « guerre contre l'EI » d'Obama est en fait une couverture pour la campagne de l'impérialisme américain pour éliminer Assad et établir un régime fantoche en Syrie; elle fait partie de son programme de consolidation de son contrôle sur toute la région et ses vastes ressources énergétiques. L'EI est une création de l'impérialisme américain; il a son origine dans son invasion et sa dévastation de l'Irak et dans ses guerres de changement de régime en Libye et en Syrie. La CIA et les alliés régionaux des États-Unis comme l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie ont fourni armes et fonds à l'EI et ses prédécesseurs en Libye et en Syrie et n'auraient aucun problème à collaborer avec eux dans de futures entreprises néocoloniales.

Dans l'intervalle, l'Irak, la Libye et la Syrie ont été quasiment détruits, plus d'un million de personnes ont été tuées et des dizaines de millions transformées en réfugiés. La Syrie est devenue le foyer d'une guerre par procuration impliquant les États-Unis et les puissances impérialistes européennes, ainsi que la Russie et l'Iran, et où le danger grandit d'un conflit direct entre les États-Unis et la Russie, les deux plus grandes puissances nucléaires du monde.

Niles Williamson et Thomas Gaist

Article paru en anglais, WSWS, le 2 décembre 2015

Articles Par : [Niles Williamson](http://wsws.org)
et [Thomas Gaist](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca